

Diplomatie

Pourparlers États-Unis-Angola sur la force africaine de maintien de la paix



→ *Le vice-président de la République, Manuel Vicente (à dr.), reçoit Princeton Lyman, envoyé spécial du président Barack Obama*

La participation angolaise à la force africaine de maintien de la paix a été évoquée jeudi 10 septembre, à Luanda, au cours d'une rencontre entre le vice-président de la République, Manuel Domingos Vicente, et l'ambassadeur Princeton Lyman, nommé, le 24 août, conseiller du président Barack Obama pour le développement d'un nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Union africaine (UA), dans le cadre des opérations de paix et stabilité.

Dans une déclaration à la presse, Princeton Lyman a dit avoir évoqué avec Manuel Vicente la coopération entre l'ONU et l'UA en vue de garantir la paix et stabilité en Afrique.

Pour Princeton Lyman, qui entamait à Luanda un périple qui devait le conduire dans plusieurs pays, « l'Angola est un partenaire très important pour la garantie de la paix dans le continent ». Il a également déclaré avoir discuté avec les autorités angolaises des questions liées à la création d'un cabinet de maintien de la paix, dans le cadre du partenariat entre l'ONU et l'UA. Par ailleurs, il a rappelé que lors de la dernière visite de Barack Obama en Afrique, le président américain avait discuté avec ses interlocuteurs la possibilité de financer, de manière durable, la création de cette force de maintien de la paix. L'envoyé du président américain a indiqué que cette question pourrait être débattue à la fin du mois en cours, à New York, lors de l'assemblée générale des Nations unies.

Source: Angop/Africatime

Luanda, Pretoria et Kinshasa renforcent leur coopération



→ De gauche à droite, Jacob Zuma (Afrique du Sud), José Eduardo dos Santos (Angola), et Joseph Kabila (RDC) président Barack Obama

Lors de la troisième session d'assises sur le dialogue et la coopération, organisée le 12 septembre à Pretoria (Afrique du Sud), les chefs de la diplomatie angolaise, sud-africaine et congolaise ont réaffirmé leur attachement à leur partenariat dans les domaines politique, diplomatique et économique. Ils se sont penchés sur des questions concernant l'administration publique, la gouvernance locale, les infrastructures, la défense, la sécurité et l'ordre public. Cette rencontre

a permis la signature d'un document conjoint qui alloue un budget de 1,5 milliard de dollars US pour le fonctionnement de son secrétariat permanent.

Raymond Tshibanda, chef de la diplomatie congolaise, a salué les avancées des travaux et déclaré être convaincu « qu'en conjuguant les efforts, nous allons certainement faire la différence, aussi bien en RDC que dans nos trois pays. Notre responsabilité est de mettre en œuvre et de traduire en actes concrets la volonté politique de nos trois chefs d'État qui ont institué en mars 2013, à Luanda, le mécanisme tripartite de dialogue et de coopération entre nos trois pays ».

Pour Raymond Tshibanda, les chefs d'État de la sous-région, Joseph Kabila, José Eduardo dos Santos et Jacob Zuma ont jeté les bases d'un partenariat stratégique et durable entre la RDC, l'Angola et l'Afrique du Sud, en vue de consolider la paix, la sécurité, et la stabilité de la région, « dans la perspective d'une croissance économique forte, constante, et aux effets socialement partagés ». À cet égard, a poursuivi le patron de la diplomatie congolaise, « je voudrais saluer l'entrée en vigueur du Mémorandum d'entente depuis sa ratification par nos trois États. Je voudrais aussi saluer les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du secrétariat permanent du mécanisme tripartite ».

Le chef de la diplomatie sud-africaine, Mme Maite Nkoana-Mashabane, a rappelé l'importance de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région, en vue de la mise en œuvre effective des différents projets de développement entre les trois pays.

Quant au représentant angolais, George Chikoti, ministre des Relations extérieures, il s'est dit satisfait « des efforts réalisés par les autorités congolaises dans le processus de rétablissement d'une paix durable en RDC, permettant ainsi un environnement favorable aux actions de développement intégré au bénéfice des populations des trois États membres ».

Économie/monnaie

Prévisions de croissance



→ *Ricardo Velloso, chef de la mission du FMI, et le ministre des Finances de l'Angola, Armando Manuel*

Dans un rapport publié le 25 août, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé que la croissance de l'économie angolaise devrait ralentir en 2015 et 2016, et se situer à 3,5 % en moyenne par an, après avoir atteint 4 % en 2014. L'économie angolaise souffre du plongeon des cours du pétrole. Le brut représente en effet 40 % du PIB et plus de 95 % des exportations du pays. Le baril de Brent se négocie actuellement à moins de 50 dollars, après avoir enregistré une nouvelle baisse de 18 % durant le mois de juillet. « Les développements récents soulignent l'importance de promouvoir la diversification de l'économie angolaise », a déclaré Ricardo Velloso, qui a dirigé une équipe du FMI chargée d'évaluer le cadre fiscal du deuxième plus grand producteur de pétrole en Afrique et sa capacité à gérer l'impact de la baisse des revenus pétroliers. Il a cependant estimé que la croissance devrait repartir à la hausse dès 2017. Le FMI a fait savoir, d'autre part, que la dette publique du pays devrait grimper à 57 % du PIB d'ici à fin 2015, contre environ 33 % du PIB en 2014.

Source: ACNEWS

Le chinois Citic Construction se lance dans le secteur agricole



→ Afonso Canga en visite dans la ferme de CITIC Group à Malanje

Le développement du secteur agricole est une grande priorité du gouvernement. Citic Construction gère deux fermes de 10 000 hectares chacune, dans les provinces de Uige et de Malanje, qui constituent un modèle de développement du secteur agricole en Angola. La compagnie chinoise d'ingénierie civile, acteur clé du processus de reconstruction, a construit Kilamba Kiaxi, ville de 3,5 milliards de dollars située au sud de Luanda. Elle introduit maintenant dans le secteur agricole des technologies modernes.

Pour le directeur général de la branche africaine de Citic Construction, Liu Gengui, « l'Angola a besoin de près de 4 millions de tonnes de céréales chaque année, et n'en produit actuellement que 1,5 million de tonnes. Il dépend donc d'importations brésiliennes, namibiennes et d'autres pays pour combler ce déficit ». M. Liu a précisé que « le seul moyen d'arriver à l'autosuffisance était d'établir et de développer un secteur agricole moderne », ajoutant que les efforts de la compagnie pour développer le secteur agricole étaient soutenus par les gouvernements chinois et angolais.

Le ministre de l'Agriculture, Afonso Pedro Canga, a pour sa part lancé la campagne agricole 2015/2016 dans la municipalité de Londuimbali, province de Huambo. Elle concerne les exploitations de taille petite ou moyenne, dans le cadre du programme gouvernemental de lutte contre la faim et la pauvreté.

La grande distribution en plein boom



→ Un supermarché à Luanda

La grande distribution offre aux grands groupes internationaux de nombreuses opportunités en Afrique et des débouchés au commerce de biens de consommation. Les pays les plus porteurs seraient le Gabon, le Botswana et l'Angola. C'est la conclusion de la deuxième édition du baromètre annuel des 15 pays subsahariens les plus propices à l'investissement direct des acteurs de la grande distribution, African Retail Development Index (ARDI), publié le 8 septembre par le cabinet de conseil en stratégie A. T. Kearney.

Cet indice se fonde sur quatre critères : la taille du marché, sa saturation, le risque pays et enfin le potentiel de développement. L'indice 2015 confirme le potentiel de nombreuses nations du continent africain tels que les petits marchés dynamiques à l'instar du Gabon, pays dont le PIB par habitant (environ 21 000,00 dollars) est l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne, ou des économies à croissance rapide comme l'Angola.

D'ici à 2020, près de la moitié de la population subsaharienne vivra en milieu urbain. Leur revenu disponible augmentant, les dépenses des consommateurs dans cette zone atteindront bientôt près de 1 000 milliards de dollars, estime le cabinet de conseil en stratégie. Malgré les défis à relever pour s'implanter (problèmes de logistique...) et réussir sur les marchés africains, « il est impossible d'ignorer cette opportunité », souligne A. T. Kearney.

La vente de détail dite traditionnelle, qui a lieu dans les centres commerciaux, grands magasins et autres zones commerciales, en est encore à ses balbutiements dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Tous ces facteurs – démographie, urbanisation et croissance –, couplés à une stabilité politique en progrès constant, permettent d'envisager le potentiel de croissance des marchés de la distribution. « L'objectif de ce baromètre n'est donc pas d'identifier les marchés les plus matures mais plutôt de guider les détaillants vers les marchés les plus prometteurs du continent », indique le rapport.

Le Gabon gagne 4 rangs par rapport à 2014 pour se classer en tête du baromètre 2015 des 15 pays d'Afrique subsaharienne les plus à même d'attirer les investisseurs de la grande distribution. Dans ce marché « en développement », comme le qualifie le baromètre, 86 % de la

population est urbaine et réside essentiellement dans la capitale, Libreville. Il existe une réelle classe moyenne dans un environnement stable, « exactement ce qui fait défaut à de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne », commente le baromètre.

La petite taille du Gabon est un inconvénient majeur, mais ce pays, précise le rapport, « peut être un bon moyen d'acquérir de l'expérience dans un marché régional solide ». De plus, pour un détaillant spécialisé, le Gabon est certainement un marché à ne pas manquer.

Le Botswana, marché « mature » grimpe quant à lui de 6 rangs pour se positionner à la deuxième place du baromètre. Le Botswana est souvent cité comme un bon exemple de ce qu'une économie peut accomplir en Afrique. Bien qu'il soit petit (environ 2 millions de personnes), ce pays enclavé, riche en diamant, a un PIB par habitant élevé et une économie stable bien développée, avec une croissance tirée aussi bien par les minerais que l'agriculture et le tourisme. Le secteur de la distribution moderne y est bien développé, et contrôlé par des acteurs locaux et sud-africains actifs. La chaîne locale Choppies dispose d'un réseau de plus de 70 magasins. Parallèlement, la chaîne affiche de grandes ambitions de développement sur le continent.

L'Angola, marché « émergent », affiche la plus forte progression et bondit cette année de 9 places pour se positionner sur la troisième marche du podium. Avec une croissance annuelle de son PIB de 7 %, l'Angola est l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique. De plus, le pays possède un secteur de la vente au détail en croissance, avec 14 nouveaux centres commerciaux en cours de construction. Autant d'atouts qui ont propulsé cette année l'Angola en tête du baromètre.

Au top 5 figurent encore le Nigeria (4e rang), marché « en développement » qui perd un rang par rapport à 2014, et la Tanzanie (5e rang), marché « émergent », qui recule de 2 rangs.

Parmi les marchés dits « matures », l'Afrique du Sud (6e rang), dispose avec le Botswana et la Namibie (8e rang) « des secteurs de la vente de détail les plus structurés et de la présence déjà existante de distributeurs internationaux ». Ces marchés offrent des opportunités aux détaillants qui peuvent à leur tour offrir des produits et des formats différenciés qui plaisent à la classe moyenne croissante et à des citoyens déjà sensibilisés.

En bas du baromètre se trouvent l'Éthiopie (« émergent ») et le Mozambique (« en développement »), respectivement 14^e et 15^e.

Bien que l'Angola, la Tanzanie, le Rwanda et le Sénégal « soient prometteurs en raison de l'évolution démographique favorable et des tendances récentes de croissance, le secteur de la distribution y reste limité, fragmenté et encore peu structuré », avertit le cabinet.

Source: Africatime

Les Émirats arabes unis achètent des diamants angolais



Les Émirats arabes unis ont acheté près de 95 % de la production de diamant en juillet (865 000 carats vendus pour un montant total de 115 millions US\$ soit un prix moyen de 133 dollars). 3 % de la production est revenu à Hongkong, le reste à la Belgique et à Israël (1 % chacun). Cette production de juillet est en augmentation de 15,66 % par rapport à celle du mois de juin. Le secteur industriel y a contribué à hauteur de 764 000 carats, valorisés à 90,7 millions de dollars (prix moyen 118 dollars). Au niveau artisanal, 101 300 carats produits, valorisés à 24,6 millions de dollars, ont été vendus au prix moyen de 243,51 dollars.

L'Angola est le 5^e producteur mondial derrière le Botswana, la Russie, le Canada et l'Afrique du Sud.

En 2014, il a produit 10 millions de carats (8,75 millions de carats issus du secteur industriel et 934 500 carats venant du secteur artisanal), qui ont rapporté 1,6 milliard de dollars.

Source: Ecofin